

Chapitre 8 : La France de la Belle Epoque (3/3) : la société française de « 1900 » (années 1890-1914)

Introduction : L'expression « Belle Epoque » témoigne d'une certaine nostalgie des Français pour les années 1900, d'un mythe de l'âge d'or de la III^e République, qu'il faut cependant s'efforcer de déconstruire (comme l'a fait encore récemment l'historien Michel Winock dans *La Belle Epoque ; France 1900-1914*, 2022). Alors qu'en est-il vraiment ? D'un côté l'embellie économique, la force et la stabilité du Franc germinal, l'essor de l'automobile et les débuts de l'aviation, une extraordinaire floraison musicale et artistique qui passe par exemple par les débuts du cinématographe inventé par les Frères Lumières en 1895. De l'autre, la misère, le chômage, la dureté de la condition ouvrière et paysanne. L'objectif de ce chapitre est de faire le point sur l'état de la population, de l'économie, de la société et de la culture en France, à la veille de la rupture que constitue l'entrée dans la Première Guerre mondiale en 1914.

Examinons successivement : I/ la démographie, II/ un tableau des différentes classes sociales, III/ les grandes caractéristiques de l'économie avant 1914, III/ les cultures en France, et notamment le développement de la culture de masse dans les années 1900.

I) Etat des lieux de la population française**a) Les grandes structures démographiques****1/ La croissance démographique (croissance naturelle et solde migratoire)**

Au début du XIX^e siècle, la France était le pays le plus peuplé d'Europe, Russie exclue, avec 29,3 millions d'habitants en 1801, avec une population de surcroît jeune et un taux de natalité assez élevé, ce qui lui permet de tenir sans problèmes l'épreuve des guerres napoléoniennes où ses réserves d'hommes lui permettent de tenir tête pendant longtemps à l'Europe entière. Mais qu'en est-il à la fin du siècle ? La France compte 36,5 millions d'habitants en 1866, 37,9 millions en 1886, 38,4 millions en 1911. La progression est faible et le taux d'accroissement naturel semble être assez faible. Surtout quand on compare avec l'Allemagne qui compte 39,5 millions d'habitants en 1870 (+ 1 million l'année suivante avec l'annexion de l'Alsace-Moselle) et 68 millions en 1914. Sur le plan démographique, les pays européens connaissent au XIX^e siècle un scénario de transition démographique. C'est un scénario en deux temps : 1^{ère} phase de la transition démographique. Le taux de mortalité diminue fortement alors que dans le même temps le taux de natalité reste élevé donc l'accroissement naturel est fort d'où la forte croissance démographique. Ce qui s'explique généralement par les progrès de l'hygiène et de la médecine, ainsi que, dans l'Europe du XIX^e siècle, l'absence de guerre généralisée après 1815, on ne compte que quelques conflits ponctuels (dont justement la guerre de 1870) et les guerres coloniales ne sont pas trop coûteuses en hommes « français » car les officiers utilisent des bataillons de « tirailleurs indigènes ». 2^{nde} phase de la transition démographique. Le taux de natalité diminue fortement tandis que le taux de mortalité continue de baisser mais plus lentement que lors de la 1^{ère} phase de la transition démographique donc l'accroissement naturel ralentit et donc la population progresse plus lentement. Ce qui s'explique par des facteurs d'ordre psychologique ou culturel plus complexes (recul de la pratique religieuse,

décision rationnelle de ne plus faire beaucoup d'enfants devant le recul de la mortalité infantile, malthusianisme, progrès des pratiques contraceptives...). Entre la 1^{ère} et la 2^{ème} phase, le décalage temporel plus ou moins long dans la baisse des courbes implique une augmentation considérable de l'accroissement naturel (différence entre le taux de mortalité et celui de natalité, ce qui se visualise par une « poche » plus ou moins importante entre les courbes sur un graphique). Cette explosion démographique se traduit par une augmentation des flux d'émigration, la population en surnombre ayant tendance à partir ailleurs pour trouver des ressources (terre, travail) que l'on n'arrive plus à trouver sur place. La Grande-Bretagne est le pays européen qui connaît la plus forte transition démographique, et la plus longue (engagée dès la fin du XVIII^e siècle et courant jusque dans l'entre-deux-guerres), d'où une émigration britannique massive vers le reste du monde. En Italie comme en Allemagne, la transition est tardive mais massive. Mais en France, elle fut courte et peu intense. La France ne fut donc pas un pays d'émigration. La France est à l'écart des « migrations blanches » comme en parle l'historien Philippe Rygiel dans *Le temps des migrations blanches* (2007), qui définit ainsi la période du milieu du XIX^e au milieu du XX^e: il insiste sur le fait que cela résulte d'une construction politique, dans la mesure où puissances impériales et principaux Etats importateurs de main-d'œuvre pèsent sur la définition des mouvements de population autorisés (en fonction des statuts juridiques et de l' "appartenance à une population, tendancielle au moins, racialement définie »). La France le fait un peu avec l'Algérie, mais cela reste timide avant 1914. En ce sens, la grande rupture que constitue la Première Guerre mondiale n'est pas le passage d'un système de migrations libres à un système de migrations régulées, mais la fin de l'autorisation données aux masses européennes de circuler librement à l'intérieur des limites du monde occidental" (Rygiel). La France est à l'écart de ce mouvement général, et les Français ont une mauvaise perception des horizons internationaux (la culture coloniale ne se sédimentant qu'à partir des années 1890).

Mais la France est un pays d'immigration au XIX^e siècle. Elle connaît une forte immigration de travail qui fournit une importante main d'œuvre de travailleurs saisonniers, dans l'industrie comme dans les campagnes. La relativement bonne situation économique française attire les immigrés en quête d'emploi, à cela s'ajoute l'attractivité de la « patrie des droits de l'homme » que les républicains ont remis au goût du jour. Il y a également dans les années 1880, une immigration juive en provenance de Russie (ashkénazes), fuyant les pogroms, soit 70-80 000 personnes environ (+35 000 juifs d'Algérie naturalisés en vertu du décret Crémieux de 1870). Cet accroissement de population juive contribue d'ailleurs à nourrir l'antisémitisme de la droite antirépublicaine. Non sans clichés à déconstruire sur le mythe du « complot judéo-maçonnique » (en Algérie, les loges maçonniques sont par exemple antisémites : elles soutiennent le discours antisémite des colons qui en constituent les membres, du maire d'Alger Max Régis et du député Edouard Drumont en 1898-1902). La population française au recensement de 1911 est de 39 millions 600 mille habitants dont 1 million 100 mille étrangers : soit 38,5 millions de Français. L'immigration est donc une réalité et une composante de la croissance démographique. Le profil des migrations s'est en effet internationalisé dans le second XIX^e siècle. Le premier XIX^e siècle avait été celui exclusivement des migrations de courte distance ou vers la grande ville : « immigrés de l'intérieur ». En France, il y a eu beaucoup de migrations de ruraux vers Paris (beaucoup de récits dépeignant

cette vie communautaire basée sur l'origine et le partage d'une même profession, comme les maçons de la Creuse, les Auvergnats porteurs d'eau puis « marchands de vins » après la généralisation de l'eau courante), mais ces migrations se maintiennent sur le long terme. Le pourcentage de plus de 45 ans qui résident ailleurs que dans leur département de naissance a doublé entre les générations nées vers 1820 et celles nées vers 1920, passant d'environ 20% à près de 40%. Peu à peu, dans le second XIXe siècle, les migrations changent d'échelle grâce aux progrès des transports (chemin de fer). Aux migrants internes s'ajoutent les migrants extérieurs. Ce sont des flux qui se chevauchent plus qu'ils ne se succèdent. La présence d'étrangers en France augmente fortement entre 1851 et 1911, en 1881, elle est déjà de plus d'un million de personnes, (soit 2,6% de la population totale), alors qu'on comptait 380 000 étrangers en 1851 (1 %) et près de 1 160 000 en 1911 (2,9%). D'abord des Belges (1^{er} groupe national d'immigrés en France fin XIXe : dans les régions industrielles du Nord pour beaucoup). Puis des Italiens à partir de la fin du 19^e : cf 1893 : massacre d'Aigues-Mortes (cf chapitre 3). Le mouvement d'immigration sera encore plus massif dans l'entre-deux-guerres : en 1926, on recense près de 2,5 millions d'étrangers, soit 6,1% de la population totale, et près de 2,9 millions en 1931, soit 7%.

2/ Le problème de la faible natalité

Le taux de natalité baisse lui aussi sur le long terme. Il est de 25,7 pour mille dans les années 1870, de 21,1 pour mille dans les années 1890. Le taux est supérieur de 14 points en Allemagne, de 8-10 points en Grande Bretagne. Le malthusianisme s'est bien enraciné en France. Le terme désigne un courant de pensée et des pratiques plus ou moins conscientes qui tirent leur origine de la pensée du philosophe britannique Thomas Malthus au début du XIXe siècle. La thèse de Malthus est que la population augmente toujours plus rapidement que les ressources (croissance géométrique contre croissance arithmétique), causant inévitablement des famines et des guerres. Pour briser ce cycle infernal, la solution réside dans le contrôle des naissances. A la fin du XIXe siècle, se développe un « néo-malthusianisme » : dans une société qui s'enrichit, limiter le nombre d'enfants, donc d'héritiers, est un bon moyen de ne pas diviser le patrimoine à transmettre. Il y a un néo-malthusianisme actif en France qui est d'abord un réflexe « inconscient » dans la population d'un pays qui s'est modernisé, industrialisé et donc enrichi. Mais il en existe aussi une version réfléchie dans le discours portée par plusieurs ligues. Paul Robin fonde ainsi en 1896 la Ligue de la régénération humaine, avec une revue qui s'appelle *Régénération*. Ses militants diffusent les idées malthusiennes, les procédés et les produits contraceptifs, donnent des conférences, diffusent des tracts, des brochures. Leur argumentation repose sur les droits de la femme (qui ne doit plus être vue comme une simple mère de famille reproductrice), l'eugénisme (moins d'enfants, mais de meilleure « qualité ») et le droit au plaisir sexuel (sexualité non-reproductive, ce qui témoigne des progrès de la sécularisation). L'eugénisme est une pensée alors à la mode sur le plan scientifique. L'anthropologue Georges Vacher de Lapouge écrit *L'Aryen, son rôle social* en 1899 et défend des thèses racistes, suprémacistes blanches et antisémites. Sa pensée rejoint par endroits celle de Georges Sorel (cf chapitre précédent). Plusieurs médecins défendent des théories eugénistes sur l'amélioration de la race. Une société française d'eugénisme se crée en 1913. La tendance est plutôt conservatrice. Mais la ligue de Paul Robin se situe plus à gauche, le fondateur étant lui-même un ancien de l'AIT, exilé au Royaume-Uni pendant les

années 1870, et anarchiste proche de Bakounine. Son positionnement politique et ses liens d'amitié avec Ferdinand Buisson font de la ligue une des cibles de la droite antirépublicaine et de la *Libre Parole*. La ligue est proche des libres-penseurs et des athées, des libertaires et de l'extrême-gauche, mais s'attire évidemment les foudres des catholiques mais aussi des républicains austères. En face se dressent des ligues conservatrices qui dénoncent une incitation à la pornographie, telle la Fédération des sociétés contre la pornographie, qui traque les textes licencieux et s'élève à la Belle Epoque contre le cinéma pornographique ! Les premiers films du genre apparaissent en effet peu de temps avec l'invention du cinéma par les frères Lumières en 1895.

En réaction au néo-malthusianisme, un courant nataliste se développe, chez les catholiques ou chez les nationalistes, au nom du redressement national, mais pas seulement comme le montre l'exemple du géographe Elisée Reclus, qui est un ancien communard. Parmi beaucoup de médecins également. Par exemple : les Bertillon, père et fils. En 1874, paraît la *Démographie figurée de la France* par Adolphe Bertillon qui est un premier constat de déclin, au lendemain de la défaite. Le fils, Jacques, reprend le même discours et fonde en 1896 l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française. Médecin et statisticien (pour la ville de Paris), il milite pour le natalisme et la protection des familles nombreuses (sur le plan fiscal notamment). L'Alliance s'impose vite comme un puissant groupe de pression, reconnue d'utilité publique en 1913. Chez Bertillon, la déploration du malthusianisme va de pair avec un discours antiallemand : comment affronter l'Allemagne demain avec une population en déclin ? « La faible natalité de la France l'expose au danger terrible d'être désarmée devant ses ennemis ». Mais, si Bertillon et sa ligue savent avant-guerre retenir l'attention des pouvoirs publics, la population ne change pas ses habitudes malthusiennes. A l'orée du XXe siècle, on constate que les départements qui ont le moins d'enfants sont ceux qui ont le plus de livrets de caisse d'épargne... Le prisme explicatif néo-malthusien est donc pertinent ici. La ligue de Bertillon deviendra en 1923 l'Alliance nationale contre la dépopulation. La natalité sera encore plus au cœur des débats après l'hécatombe de 1914-1918 et la loi du 1^{er} août 1920 réprimera même la « provocation et l'aide à avortement », ainsi que la propagande anticonceptionnelle.

b) Une population dont la santé s'améliore

1/ Santé, hygiène et espérance de vie

Le taux de mortalité global demeure à peu près stable jusqu'en 1895. Il amorce alors une décrue régulière, jusqu'à 15-17 pour mille environ en 1911-1913. C'est le résultat de la diffusion des progrès de la médecine, sous la figure tutélaire de Louis Pasteur qui met en évidence l'existence des microbes, et préconise des règles d'hygiène comme le lavage des mains, dès les années 1860. L'Allemagne connaît un engouement similaire autour des découvertes de Robert Koch sur les bactéries et les bacilles (dont celui de la tuberculose). L'Institut Pasteur commence à fonctionner en 1888, l'année de la découverte du vaccin contre la rage, inoculé et « testé ainsi » par Pasteur sur un jeune garçon alsacien (« allemand ») de 9 ans, Joseph Meister, mordu par un chien enragé. La vaccination antivariolique, inventée en Grande-Bretagne au début du XIXe siècle (par le médecin Edward Jenner), se diffuse peu à peu et devient obligatoire en 1902. Les principes antiseptiques

s'imposent également en milieu hospitalier. La mortalité périnatale diminue de moitié dans la période, notamment grâce aux travaux en obstétrique du docteur Claude Bernard (mort en 1878). Il n'y a pas de grandes épidémies en métropole sur la période, si ce n'est au moment de la guerre de 1870-1871. La démocratisation des soins progresse, avec la loi de 1892 qui établit l'assistance médicale gratuite pour les travailleurs. L'alimentation s'améliore également, depuis le IInd Empire : le cap des 2 500 calories/jour est franchi vers 1860. La ration calorique journalière est de 3 320 calories/jour vers 1890. L'espérance de vie passe de 40 ans vers 1860 à 50 ans vers 1910, avec déjà une différence de quatre ans en faveur des femmes : elles peuvent alors espérer vivre 52 ans, contre 48 pour les hommes. La population vieillit : 7% des Français sont âgés de plus de 60 ans en 1870, 13% en 1914.

Question propreté, dans la seconde moitié du siècle, on prend en moyenne un bain par semaine. Dans la bourgeoisie, les chemises ont des faux cols et des poignets amovibles : le linge est gardé pour la semaine... Les maladies infectieuses font des ravages : la variole, la typhoïde, la tuberculose et la syphilis, affection vénérienne qui obsède et fascine les contemporains bien au-delà de ses ravages réels (cf écrits de Maupassant). La syphilis est perçue comme une dégénérescence héréditaire. L'alcoolisme est un autre grand problème de santé publique, comme le montre le roman *L'assommoir* de Zola (1876) ou le tableau *L'absinthe* de Manet (même année). Il y a une culture de l'alcool très répandue. Dans de nombreuses familles populaires, on habitue très tôt les enfants à boire, du vin ou de la bière (dans le Nord). On boit aussi dans des lieux de sociabilités : on compte près d'un demi-million de débits de boisson en France en 1911, soit 1 pour 82 Français. On distingue les cafés, à la clientèle bourgeoise, des cabarets, lieux de sociabilité populaire. L'absinthe est un symbole de l'époque : c'est un alcool d'origine suisse extrêmement fort (pouvant aller jusqu'à 72°). On l'accuse de provoquer des troubles mentaux, victime d'une campagne ciblée des ligues antialcooliques. Elle est interdite en 1915. A évoquer les petits vices, remarquons que chez certaines femmes de la haute société, la « mode » est à la pique de morphine : on appelle cette figure « la morphinée ». Dans les années 1880-1890, la littérature médicale accouche de la figure de cette femme sensuelle et perverse, souvent demi-mondaine ou bourgeoise s'ennuyant, qui se pique à la morphine, en raison de l'extase sensuelle provoquée par les effets de l'injection. Le grand public s'empare rapidement de cette représentation et, alors que la morphinomanie touche pourtant un public masculin, le *Figaro* écrit en juin 1886 « les morphinomanes appartiennent en général au sexe féminin. Il y a peu de morphinomanes mâles, parce que l'homme se défend mieux, travaille et fume ». Hystérique, mélancolique, la morphinée remet surtout en cause la division sexuelle des rôles en oubliant ses tâches d'épouse voire de mère. Elle traverse les romans de seconde zone de l'époque (Marcel Mallat de Bassilan, *La comtesse morphine*, 1885 ; Jean-Louis Dubut de Laforest, *Morphine, roman contemporain*, 1891), perçoit chez Catulle Mendès (*Méphistophéla*, 1890) ou même en toile de fond chez Alphonse Daudet (*L'évangéliste*, 1883). Elle est peinte par Albert Matignon en 1905 (*La Morphine*) dans une posture de femme lascive. La morphinée serait esclave de son corps concupiscent lui faisant rechercher des jouissances immorales et c'est ce qui lui vaut la condamnation de la bonne société.

2/ Urbanisme et hygiénisme

Le logement populaire est dans un sale état : une pièce unique bien souvent, manque de lumière, miasmes, absence de commodités, pas de salles de bains ... Il faut attendre 1894 pour qu'une loi impose aux propriétaires parisiens le raccordement au tout à l'égout (ce fut une véritable « bataille » selon l'historien Gérard Jacquemet). Les communes de banlieue, populaires et ouvrières, demeurent cependant exclues de ce système, à l'image de Gennevilliers qui reçoit les épandages de la capitale. D'autres communes prennent les devants toutefois : en 1889, le conseil municipal de Malakoff (banlieue sud se constituant à partir du IInd Empire) a voté le pavage des rues et l'édification d'un système d'égouts. En 1902 une autre loi ordonne la construction de W.C. dans les logements neufs à Paris. L'état des logements est encore pire dans les petites villes, mais s'améliore sur le long terme (par rapport aux « caves de Lille » remplis de miséreux, bien décrites par Hugo, sous la monarchie de Juillet).

L'hygiénisme ne relève pas que des recommandations des médecins, elle pénètre aussi au cœur des préoccupations municipales. A la Belle-Epoque, la ville industrielle est caractérisée par l'émergence d'un débat et de politiques autour de l'hygiénisme. La révolution pasteurienne a entraîné une prise de conscience, au niveau des autorités municipales, de la nécessité d'assainir la ville. En réalité, cette attention nouvelle a commencé depuis le début du XIX^e siècle avec une réflexion médicale sur les « miasmes » ou « le mauvais air » : la maladie est associée à la mauvaise odeur, comme l'a montré l'historien Alain Corbin dans *Le miasme et la jonquille* (1982). Assainir signifie aussi désodoriser. L'air vicié est à proscrire, mais l'eau est aussi à purifier. Via le développement de l'accès à l'eau potable (le souci du préfet Rambuteau à Paris sous la monarchie de Juillet à partir de 1834) face aux nombreuses épidémies meurtrières de choléra (18 000 Parisiens en meurent en 1832). Fin XIX^e siècle, les villes d'Europe occidentale connaissent encore des résurgences d'épidémies de typhus, de variole et de typhoïde. Mais, dans l'imaginaire des grandes peurs, toutes les villes d'Europe vivent dans la terreur du choléra, la « peur bleue » (l'expression venant de la peau cyanosée des malades). Autre problème : le ramassage des ordures. A Paris, en mars 1884, le préfet de la Seine Eugène Poubelle (en poste de 1883 à 1896) oblige les propriétaires d'immeubles parisiens à mettre à la disposition des occupants "des récipients communs de capacité suffisante pour recevoir les résidus du ménage"... à la grande fureur des chiffonniers et autres professionnels du recyclage, encore nombreux et habitués à trier des tas d'ordures dans la rue. Entre 1870 et 1914, la réforme hygiénique devient une stratégie concertée des municipalités. Dans le cas de la France, l'historien Stéphane Frioux (*Les batailles de l'hygiène. Villes et environnement de Pasteur aux Trente Glorieuses*, 2013) parle d'une véritable « science appliquée de l'amélioration du milieu urbain » entre les années 1880 et les lendemains de la Seconde Guerre mondiale. Elle résulte de la collaboration entre autorités municipales et les ingénieurs et architectes pour le traitement des eaux usées (ozonation) ou la prise en charge des ordures ménagères (et leur incinération). Se créent des réseaux transnationaux d'expertise, à celle l'image de la délégation municipale de Rouen, composée d'élus et de techniciens, qui, entre le 6 et le 20 septembre 1908, visite en Angleterre Londres, Birmingham, Liverpool, Blackpool, Greenock en Écosse, puis Ixelles en Belgique avant de se rendre à Wiesbaden en Allemagne, Brno en Moravie, Vienne en Autriche et enfin Zurich en Suisse, soit 5 000 km et quinze jours consacrés à visiter entre autres des usines de traitement des ordures ménagères.

Ces circulations horizontales se font aussi de proche en proche, quand les villes voisines échangent leurs expériences, voire s'inspirent l'une de l'autre. Elles semblent, en définitive, plus importantes que les circulations verticales de l'État vers les collectivités locales. Mais les progrès ne sont pas forcément rapides : en France, Lyon, à la fin des années 1920, n'a toujours pas de système fonctionnel de collecte des ordures ou de purification des eaux. Résultat : la ville est ravagée en 1928 par une épidémie de fièvre typhoïde (lié à un déversement accidentel de déchets industriels dans les eaux de la ville) : 3 000 personnes en sont atteintes, dont 300 qui en meurent. Et ce alors que le maire, Edouard Herriot, de 1905 à 1957, est un homme politique d'une immense influence au niveau national, plusieurs fois Président du Conseil dans l'entre-deux-guerres (mais l'épidémie a surtout touché les banlieues populaires, mais le centre-ville).

C) Place et rôle des femmes dans la société française

1/ Contraste entre l'imaginaire social et la réalité

Le discours dominant valorise la femme au foyer, dévouée à la gestion de la maison et à l'éducation des enfants. Dans la haute bourgeoisie, c'est aussi la femme qui « tient salon », dans le prolongement de la tradition des salons mondains du XVIII^e siècle, à l'image de salon de la comtesse et poète Anna de Noailles. Pourtant les (pour reprendre le titre d'un ouvrage de l'historienne Sylvie Schweitzer, en 2002), elles participent à l'activité artisanale et au processus d'industrialisation, certes dans une proportion moindre que les hommes et la légitimité de cette pratique est souvent interrogée. Parce qu'on ne veut pas voir de femme ouvrière, parce que la mesure statistique du travail féminin est imprécise, parce que le travail de la femme est perçu et dénoncé comme un problème, une anomalie ou une pathologie sociale. Comme le pensait l'historien Jules Michelet : de « ouvrière : mot impie, mot sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer, et qui balancerait à lui seul tous nos prétendus progrès » (dans *La Femme*, 1860). L'ouvrière est également pensée par rapport à une norme masculine. L'économiste Eugène Buret (1810-1842) disait « la femme est industriellement un travailleur imparfait ». Il ne faut pas également oublier le hors-travail : le travail de l'ouvrière ne s'arrête jamais à la production. L'ouvrière est souvent en charge du budget, de l'entretien de la famille, des ménagères (thématique bien connue de la « double journée de travail »). C'est un travail invisible et gratuit qui a pourtant des effets directs sur l'activité de production générale, en termes de reproduction de la force de travail (que ferait l'ouvrier s'il n'avait pas sa « gamelle » ? ou sa « bistouille » ; c'est à dire ce café, dans le Nord de la France, fait pour la journée et dans lequel on rajoute de nombreux ingrédients, en général de l'eau de vie ou divers alcools). Il y a des femmes dans toutes les professions : à la ferme à la campagne, comme dans les professions urbaines des arts et du spectacle (comme l'atteste la célèbre comédienne Sarah Bernhardt sur les planches des années 1860 à la Grande Guerre) ; des institutrices (Pauline Kergormard) aux grandes scientifiques (comme Marie Curie qui reçoit le prix Nobel de physique en 1903 puis celui de chimie en 1911, enseignante en Sorbonne après le décès accidentel de son mari en 1906), en passant par les artistes (Camille Claudel, élève et amante du sculpteur Auguste Rodin).

Cependant, sur le plan juridique, les femmes sont des éternelles « mineures » : elles ne peuvent accéder à la majorité. Le Code civil de 1804 souligne que la femme est « incapable » : elle passe de la tutelle de son père à celle de son mari, la société reposant sur le principe du « père de famille » (« la femme doit obéissance à son mari », article 213 du Code civil). Jusqu'en 1907, l'homme dispose librement du salaire de son épouse (pourtant les patrons versent quand même le salaire à la femme, de peur que son mari « ne le boive » à l'estaminet). Une femme mariée ne peut ouvrir de compte en banque à son nom, sans autorisation maritale (un principe seulement levé... en 1965). Les femmes qui travaillent sont souvent vues avec mépris comme les « demoiselles de la poste » (l'expression renvoyait au fait que l'idéal est une femme mariée qui ne travaille pas). Vers 1900, les femmes qui travaillent sont deux fois moins payées que les hommes : leur salaire est conçu comme un « salaire d'appoint », le « salaire de subsistance » devant aller au père de famille. En matière de droits politiques, les femmes n'ont pas le droit de vote.

2/ L'essor d'un premier mouvement féministe

Un mouvement féministe se développe cependant pour contester ces injustices, dès les années 1880. Mais il est limité à des milieux bourgeois ou petit-bourgeois (employées, institutrices). Il se penche sur les problèmes civils (indépendance juridique, droit de vote) plus que sur les problèmes sociaux. On peut citer Hubertine Auclert qui fonde le journal *La Citoyenne* en 1881. Ou Marguerite Durand qui fonde en 1897 le journal *La Fronde*. Mais les « suffragettes » françaises, qui revendiquent le droit de vote, mais beaucoup moins nombreuses que leurs homologues au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis (où les ligues de vertu féminines et féministes sont très puissantes, combattant l'alcoolisme, jugé responsable des violences conjugales, et réussissant en 1919 à imposer la Prohibition de l'alcool au niveau fédéral). Les féministes combattent également le militarisme et la course aux armement en Europe à la Belle Epoque. La presse est souvent ironique.

Ce féminisme bourgeois est concurrencé par l'émergence d'un autre féminisme, celui de gauche et socialiste, mais qui reste très embryonnaire par rapport à ce qui se développe en Allemagne autour de Clara Zetkin, la militante syndicaliste qui proposera en 1911 le principe d'une « journée internationale de la femme » chaque 8 mars. Il y avait pourtant l'exception de Louise Michel, la « Vierge rouge » qui conserve une certaine aura jusqu'à sa mort en 1905. Mais au-delà les socialistes et syndicalistes sont hostiles aux femmes pour des raisons d'abord idéologiques : la pensée de Proudhon reste une référence or ce dernier était misogyne et voyait dans la femme soit une « ménagère » soit une « courtisane ». Marx n'avait pas frontalement abordé la question des femmes. Engels, qui fonde la IIème Internationale en 1889, est cependant beaucoup plus favorable à la cause de l'émancipation des femmes. Les syndicats voient aussi dans les femmes des concurrentes déloyales, embauchées volontairement par les patrons pour faire tendre les salaires à la baisse. Les anarchistes sont plus favorables à la cause des femmes. Par manque de relais syndicaux, les lois sociales ne concernent guère les femmes hormis une loi de 1890 qui accorde des congés maternité « au nom de l'intérêt supérieur et évident de la race humaine », mais la mesure s'applique surtout à la fonction publique. Le privé rechigne, hormis les compagnies de chemin de fer.

L'époque connaît cependant quelques grandes figures de militantes féminines comme Jeanne Bouvier ou Lucie Beaud dont le parcours a bien été retracé par l'historienne Michèle Perrot dans *Mélancolie ouvrière* (2012). Elle entre en 1883 dans l'usine Durand Frères, au Péage -de-Vizille, à l'âge de 12 ans, sa mère y travaille, ce qui facilite son embauche. L'usine est vouée au tissage de la soie et le secteur du textile est à 80 % féminisé, 600 ouvrières, en majorité internes (couvent-dortoir tenu par des religieuses), beaucoup de jeunes filles, des Italiennes, des femmes des campagnes aux alentours, des orphelines. Et pour divers métiers : dévideuses, ourdisseuses, plieuses, rentreuses, caneteuses, bobineuses, etc. Les tisseuses surveillent, debout, plusieurs métiers mécanisés et les navettes, prêtes à renouer les fils qui se rompent. Elles travaillent dans le bruit, les accidents sont nombreux. La journée commence à 6h du matin se termine vers 19h, soit 12 à 13 heures de présence. D'où l'épuisement des ouvrières, et des grèves en 1905 et 1906, organisées par Lucie Baud. Elle fonde un syndicat en 1902 : le « Syndicat des ouvriers et ouvrières de la soie du canton de Vizille », en s'appuyant sur la Bourse du travail de Grenoble. Elle est déléguée en 1904 au 6^e congrès national ouvrier de l'industrie textile à Reims : sur 54 délégués représentant 70 syndicats, elle est la seule femme. Mais aucune question sur le travail des femmes ne figure à l'ordre du jour et on ne lui donne pas la parole une seule fois. Elle mène en 1905 à Vizille dans l'usine Duplan une grève de mars à juillet, à la suite de la mécanisation et au renvoi d'une cinquantaine d'ouvrières, autour de trois revendications : réintégrations de toutes, hausse de salaire et reconnaissance du syndicat. Elle organise des « Soupes communistes » pour les autres grévistes.

II) Tableau général de la société française vers 1900

a) Les couches populaires urbaines

1/ Les strates les moins favorisées

Puisque les sociétés s'urbanisent (même si la transition urbaine française ne sera achevée qu'en 1931), « le monde de demain » est celui des grandes villes comme Paris. L'échelle sociale est étirée ; la complexité des statuts, des parcours et des rapports sociaux n'exclut pas de distinguer des groupes sociaux bien séparés au sein des villes. On évalue à environ dix millions les personnes appartenant aux classes populaires urbaines en Europe de l'Ouest, regroupant des ouvriers, des artisans, des commerçants et des domestiques. La Grande-Bretagne, la Belgique et les Pays-Bas sont en 1900 les pays les plus urbanisés au monde. La France est à la traîne.

Les domestiques. Leur nombre est en régression (ils représentent 8 % des salariés en milieu urbain vers 1900 en Europe de l'Ouest) et leur condition tend à se détériorer. Les domestiques spécialisés, comme les valets de chambre ou les cuisiniers sont moins nombreux que par le passé. Ils travaillent dans les « grandes maisons » appartenant à la grande bourgeoisie ou à la noblesse encore argentée. En revanche, la domestique polyvalente, la « bonne à tout faire » se généralise dans les foyers de la petite et moyenne bourgeoisie. Un certain engouement pour ce métier était né chez les jeunes filles de milieux ruraux pauvres. Vers 1900, on remarque une désaffection liée à la dure condition qui en réalité est la leur et qui commence à être davantage connue. Les domestiques sont payés en gages ; ils vivent généralement sous le toit de leur employeur et sont très dépendants du bon vouloir de celui-ci : voir les romans de Jules Renard ou des frères Goncourt. Les femmes domestiques sont souvent condamnées aux amours ancillaires (le bourgeois qui détrousse sa domestique, un

grand classique de la comédie de mœurs ou du théâtre de Feydeau), au célibat et à une vieillesse pauvre. Un témoignage littéraire peut être trouvé en 1900, avec le *Journal d'une femme de chambre* d'Octave Mirbeau, romancier atypique à la sensibilité anarchiste, qui se présente comme le journal d'une soubrette nommée Célestine avec une description très dure de l'exploitation, véritable enfer social, de rapports de domination de classe et de genre. Plus anecdotique : la domestique s'incarne aussi dans un personnage qu'on va découvrir dans les illustrés : une jeune fille bretonne qui monte à Paris pour jouer les filles au pair : Bécassine, une fille de ferme un peu nigaude qui vient servir dans une famille bourgeoise parisienne. La « bande dessinée » apparaît dans la presse (*La Semaine de Suzette*) en 1905.

Les ouvriers et les ouvrières. L'Europe occidentale présente de fortes disparités dans la structure de sa population active vers 1900. La Grande-Bretagne, pays le plus industrialisé compte 50% de sa population active dans l'industrie. Tandis que l'Irlande, la Finlande, La Grèce et le Portugal n'en comptent pas plus de 10%. En 1914, le nombre d'ouvriers est évalué à environ 6 millions en France (soit 30% de la population active), 8,6 millions en Grande-Bretagne et 11,6 millions en Allemagne. Ce groupe comporte des qualifiés et des non-qualifiés (manœuvres ou des « journaliers » : payés à la journée dont une grande partie d'ouvriers agricoles : pas tant que ça en France comparé à d'autres pays comme l'Allemagne ou l'Italie). On trouve parmi ces derniers beaucoup de ruraux attirés par la ville et l'usine de la seconde industrialisation, ou des étrangers migrants. Ce qui est particulièrement vrai en Allemagne où l'on assiste à un exode rural massif et à un déplacement des salariés ruraux de l'Est (des grands domaines) vers la Ruhr et les régions industrialisées ou Berlin. En France, un mouvement similaire existe, mais dans des proportions beaucoup plus limitées. La France commence à faire appel dans les années 1890, pour son industrie à une population belge, italienne et polonaise. La population ouvrière est masculine et féminine, depuis la première industrialisation et la seconde, à partir des années 1880, renforce l'appel à la main d'œuvre féminine. Les femmes représentent en moyenne 30% des effectifs d'ouvriers vers 1900, en Grande-Bretagne ou en France. En Belgique, le record est atteint avec 44 % des ouvriers en 1892. Les étrangers aussi sont nombreux. Les secteurs qui emploient le plus d'ouvriers sont le textile-habillement, le bâtiment et la métallurgie. Beaucoup travaillent à l'usine désormais, mais pas tous (cf plus bas, sur l'organisation du travail). La pluriactivité (des travaux complémentaires entre l'agriculture et le travail industriel en milieu rural) est très pratiquée en France et en Italie. Les ouvriers de la région lyonnaise ou les mineurs de Carmaux la pratiquent encore dans les années 1880-90. L'instabilité (le turn-over) caractérise ces populations ouvrières.

Les conditions de travail des ouvriers européens et leurs salaires se sont améliorés par rapport à la période de la première industrialisation (cf aussi propos du chapitre 4, partie II). Le travail des enfants a été peu à peu éliminé grâce à une législation protectrice limitant l'âge d'embauche souvent coordonnée avec la mise en place d'une Inspection du travail (lois de 1841, 1874 et 1892) et à l'obligation scolaire. L'obligation scolaire vaut de 6 à 13 ans en France à partir de 1882, de 6 à 14 ans en Allemagne à partir de 1919. Toutefois, la pénibilité reste importante, les risques pour la santé ou la vie des ouvriers entraînent une surmortalité et une usure prématurée. La durée du temps de travail est en moyenne en France de 10 heures dans les usines et de 12 heures dans les ateliers, vers 1900. Toutefois, certaines professions connaissent des journées encore plus

longues. Quelques lois réglementent l'hygiène industrielle (1893 et 1898 avec la loi sur les accidents du travail) et tentent de sauvegarder la santé publique, mais les maladies professionnelles (saturnisme, silicose) et les accidents du travail sont encore très nombreux. Le chômage, saisonnier ou cyclique, appartient à l'environnement du travail, parce qu'il est récurrent (entre 1882 et 1886 on compte 200 000 chômeurs en région parisienne), parce qu'il diminue le salaire réel touché par l'ouvrier, parce qu'il n'y a pas d'allocation chômage systématique. Les ouvriers les plus qualifiés (et les mieux payés) se cotisent au sein de mutuelles ou de coopératives qui leur permettent de bénéficier d'assurances. Dans certaines entreprises paternalistes, les ouvriers bénéficient d'avantages en nature (logement, soins médicaux, etc.) en échange d'une stabilité et d'une soumission plus importantes que dans les autres établissements.

Les salaires ont globalement augmenté à la veille de 1900, ainsi que le pouvoir d'achat des ouvriers. Toutefois, une grande inégalité existe entre les salaires, selon la qualification, le sexe, la zone géographique et le rendement pour les nombreux ouvriers payés à la tâche. La formation professionnelle augmente au fur et à mesure que l'apprentissage entre en crise et que la rationalisation du travail (promue par les ingénieurs) entraîne de nouvelles compétences. L'Allemagne se détache des autres pays industrialisés par son système scolaire qui se préoccupe de former les ouvriers et des techniciens, mis en place dès 1881 avec les *Realschulen* et *Fachschulen*. En France, quelques établissements d'enseignement technique patronaux et quelques écoles communales s'occupent de 10% de la main d'œuvre industriel. Ce n'est qu'après la Grande Guerre que cette question est prise en charge par le ministère de l'Instruction publique avec la loi d'Astier de 1919 qui crée un enseignement et un diplôme professionnels. En outre, la diversité de la condition ouvrière n'empêche pas un essor des grèves et de la syndicalisation autour de 1900 (cf chapitre précédent). La grève est le mode d'action privilégié durant cette période pour les revendications de salaires, de temps de travail, de sécurité ou de refus de l'arbitraire (du patron ou du contremaître). Les grèves atteignent des sommets dans les années 1900 (on compte 1 gréviste pour 16 ouvriers en 1906). Elles sont l'occasion d'affirmer une culture ouvrière et une solidarité ouvrière, la grève de Carmaux en 1893 ou celle du Creusot en 1899 ont marqué la vie politique de leur époque, tout comme celles qui ont suivi la catastrophe de Courrières en 1906.

La ville, la banlieue, le quartier permettent d'ancrer la population ouvrière souvent déracinée (issue de l'exode rural) dans des lieux qu'elle s'approprie. L'amélioration des conditions de vie se matérialise également par l'apparition -encore limitée- de pratiques sportives, de loisirs. Les budgets ouvriers en France, à la "Belle Epoque" sont très proches des budgets britanniques : 62% en moyenne pour l'alimentation, 16% pour le vêtement, 12% pour l'habitation et 10% pour la maladie, les loisirs et l'éventuelle épargne. Ce qui correspond à la loi (empirique) d'Engel (statisticien allemand) posée en statistique sociale depuis les années 1860. Dans ce budget, on remarque la faible part du logement. De fait, les ouvriers sont le plus souvent mal-logés, pauvrement meublés et n'ont pas d'installation sanitaire. Une enquête de 1906 en France qui porte sur 50 villes, indique que 12% des ménages vivent dans une pièce de 15 à 25 m² ; mais à Fougères (où a lieu en 1907 une importante et importante dans le domaine de la chaussure, ce qui nécessite l'envoi d'une délégation parlementaire dirigée par Alexandre Millerand), c'est 48% des ménages qui vivent dans cet espace moyen et 75% des ménages du

« Soleil noir », quartier pauvre de Saint Étienne. En 1890, au Royaume-Uni, Charles Booth (enquêteur social et fondateur de l'Armée du Salut) estime que sur 4 millions de Londoniens, 1,3 million vit sous le seuil de pauvreté.

A Paris, les loyers modestes sont ceux qui subissent les plus fortes hausses, du fait des restructurations de la ville sous le Second Empire et la IIIème République. La majeure partie des ouvriers est locataire, sauf dans les villes industrielles où une politique paternaliste des entrepreneurs a permis l'accession au logement, dans l'espoir de stabiliser et de moraliser la main-d'œuvre. Ainsi, 37% des mineurs de Carmaux sont propriétaires de leur logement acquis auprès de la Compagnie minière. D'une façon générale, la priorité budgétaire n'est pas donnée au logement, mais au vêtement lorsqu'une amélioration se fait sentir dans les revenus. Le logement est considéré comme inaccessible par les ouvriers, chez qui la notion d'« intérieur » est à peine perceptible durant le XIXème siècle. L'emplacement, l'usage sont prioritaires pour les travailleurs qui revendiquent le « droit à la ville » avant « le droit au logement » sous le IIème Empire. Ce sentiment très fort au moment de la Commune de Paris de 1871, s'atténue ensuite pour céder le pas au droit au logement au tournant du siècle. Ce renversement fera la fortune de la banlieue, puisqu'au prix de l'éloignement, la famille ouvrière y gagnera en espace, confort et bon air (la banlieue ouvrière de Paris est alors parsemée de bandes maraîchères).

Enfin, les ouvriers ont du mal à accéder à la protection sociale qui ne commence à être pensée que tardivement comme relevant des missions de l'Etat (cf chapitre 6). Il existe, certes, des caisses de mutuelle, mais d'origine privée. Cette prévoyance libre est accessible seulement aux populations aisées, elle est beaucoup plus difficile à réaliser pour la paysannerie et les ouvriers. On assiste également à la multiplication des sociétés de secours mutuels : fondées sur la prévoyance collective volontaire, elles permettent à leurs membres de s'assurer moyennant cotisations contre les aléas de la vie. La croissance du mouvement mutualiste a été encouragée par le IIème Empire (dans une optique de paternalisme saint-simonien et « leplaysien ») puis par la troisième République qui y voit un moyen de développer la protection sociale, tout en dispensant l'Etat de cette tâche. Les changements introduits par la loi de 1898, appelé « Charte de la mutualité » entraînent une forte croissance numérique : 3,5 millions d'adhérents en 1913 (puis 10 millions en 1940) contre 1,5 millions en 1892. Malgré ce progrès, la mutualité ne couvre que 10% de la population française à la veille de la Première Guerre mondiale, elle reste peu répandue chez les salariés les plus modestes. De nombreux patrons des grandes industries (textile, mines, sidérurgie) mettent en place des dispositifs pour attirer et fidéliser la main d'œuvre, au nom du « paternalisme » : les caisses de maladie et de retraite font souvent partie de ce dispositif, reflétant les préoccupations morales des patrons. Puis l'Etat consent à s'investir dans la protection sociale avec notamment la loi sur les retraites ouvrières et paysannes en 1910 (cf chapitre précédent). La France rattrape alors son retard sur ses voisins : Allemagne (lois bismarckiennes de 1883-1884), mais aussi Autriche-Hongrie (1888), Danemark et Suède (1891), Belgique (1894).

2/ Les classes moyennes.

Les classes moyennes se sont développées surtout à la fin du siècle partout en Europe de l'Ouest, industrialisée et urbanisée ; elles sont salariées ou indépendantes. En Belgique, on peut mesurer leur importance au fait qu'en 1899, le Ministère de l'Industrie et du Travail leur consacre son « Bureau des classes moyennes ». Mais le terme « moyen » est usité dans les différentes langues : « Middle » (Royaume-Uni), « Mittelstand »

(Allemagne). La frontière avec les autres catégories sociales est ténue et mouvante. Les employés de grands magasins que l'on met dans cette catégorie sont souvent moins bien payés qu'un ouvrier qualifié, le petit commerçant peut être classé aussi « classe moyenne », alors qu'il n'est pas salarié. Ce qui caractérise la classe moyenne, c'est l'appartenance au monde urbain, une profession hors de l'usine ou de l'atelier, une rupture avec le milieu d'origine et une soif d'ascension sociale, nourrie par le travail, par l'épargne, par l'école. Au Royaume-Uni, les "middle classes" se chiffrent à 4 millions d'individus en 1851 et à 6 millions en 1880. Leurs revenus (allant de 150 à 10000 livres ou plus), leurs professions (un travail non manuel), leur instruction (éventuellement), leur religion et morale (majoritairement engagés dans les églises protestantes à la morale austère), leurs domestiques (indispensables) sont autant de critères qui délimitent leur appartenance sociale. On y trouve donc des gens fort divers, du commerçant au pasteur, du médecin au maître de forge, en passant par l'employé de magasin ou le professeur. Le phénomène est moindre en France, mais bien attesté quand même.

Au gré de l'industrialisation, de l'essor du commerce et du développement du tertiaire, les catégories sociales aisées grossissent et se diversifient. Les artisans et les commerçants sont à la frontière avec les classes populaires urbaines. Les petits commerçants sont toujours plus nombreux grâce à l'essor du marché urbain : le nombre des patentes (ancêtre de la taxe professionnelle) augmentent dans tous les pays européens. Pour certains anciens ouvriers ouvrir un petit débit de boisson est l'occasion de changer de classe sociale. Les petits commerçants redoutent la concurrence des grands magasins, des coopératives et de la vente par correspondance. Ils craignent également la prolétarianisation et connaissent à la fin du siècle des difficultés. Les employés connaissent eux une croissance forte. Vers 1900, ils représentent 14 % des salariés en France. Le développement industriel a entraîné une distinction plus systématique entre la production et l'organisation. On peut les surnommer les « cols blancs » (par opposition aux « cols bleus » des blouses des ouvriers). On compte en 1906 10 employés pour 145 ouvriers en France. Ce sont des secrétaires, des dactylographes, des expéditionnaires, des comptables, des rédacteurs qui sont nécessaires aux entreprises industrielles, aux banques, aux assurances, aux compagnies de transport ou commerciales. On observe une concentration géographique : à Paris, ces « cols blancs » sont environ 126 000 en 1866, puis 352 000 en 1911. La rémunération distingue l'employé de l'ouvrier surtout par sa périodicité (mensuel, alors que l'ouvrier est en général payé à la semaine) davantage que par son montant. Au salaire mensuel s'ajoute des primes et des participations aux bénéfices. Ils ont souvent un bon niveau d'instruction qui est un critère essentiel dans leur recrutement. Les employés des grands magasins sont en nombre croissant. La Belle Jardinière à Paris compte 1 930 employés vers 1900 ; Harrods à Londres 4 554 ! Les grands magasins (dits « à succursales multiples ») se multiplient sous les effets de l'industrialisation et de l'urbanisation ; les calicots (vendeurs) et les « demoiselles de magasin » espèrent une ascension sociale grâce à ce métier où l'on est en contact avec la clientèle et pour lequel la tenue vestimentaire est soignée (gants blancs). Les salaires sont améliorés par des primes, au prix d'un certain mutisme social. La discipline qui règne dans ces grands magasins est rigoureuse et la promotion lente.

Le monde des fonctionnaires est lui aussi en pleine explosion en France, en Allemagne et en Grande-Bretagne. L'Etat-Nation s'affirme et développe certains de ses ministères et ses administrations comme l'Instruction publique, les Postes et Télégraphes, les Finances. Le nombre de fonctionnaires est multiplié par

deux entre 1871 et 1906 en France et atteint 450 000 personnes. Devenir employé ou fonctionnaire représente la voie de l'ascension sociale par excellence pour les milieux modestes. Cette mobilité est favorisée par l'accès de tous à l'école publique et à l'élévation générale du niveau scolaire. Ce monde est en pleine mutation, connaissant comme dans les bureaux du secteur privé la rationalisation du travail et la mécanisation avec l'introduction de la machine à écrire et la mécanographie (machines à carte perforée permettant de faire de la comptabilité ou du tri administratif). À défaut de salaire exaltant, le fonctionnaire bénéficie de la sécurité de l'emploi et le premier d'un système de retraite s'il est titulaire (1853 en France).

b) Les élites (à la fois urbaines et rurales)

1/ Un renouvellement des élites

On parlera ici d'élites qui vivent à la croisée de deux univers : appartements en ville, voire des hôtels particuliers, et des grandes propriétés à la campagne. Partout en Europe, les aristocraties se sont souvent fondues dans la nouvelle économie et maintiennent bien souvent un mode de vie lié à leur rang dans la société traditionnelle. Elles sont rejointes à la fois par la fortune et par le mode de vie par des grandes dynasties industrielles ou bancaires comme les Schneider en France, ou les Krupp en Allemagne. Ce que souligne l'historien américain Arno Mayer, en 1981, dans *La persistance de l'ancien régime*. Sa thèse est controversée mais son idée est que les sociétés européennes avant 1914 étaient encore dominées par les aristocraties qui tentaient de limiter l'ascension des classes bourgeoises. En Allemagne, en Autriche-Hongrie ou encore au Royaume-Uni, la noblesse a mis en place des stratégies de blocage de la montée de la bourgeoisie à tous les niveaux : au niveau institutionnel, les noblesses parlementaire, militaire et de fonction phagocytent les postes prestigieux et font obstacle aux réformes progressistes ; au niveau culturel, les milieux dirigeants ne répercutent pas les idées nouvelles de certains intellectuels comme la sociologie de Durkheim ou la psychanalyse de Freud. Le phénomène est cependant moindre en France en raison de la « jeunesse » du régime républicain, de ses valeurs différentes et d'une conception différente de l'identité nationale (cf Renan). Au sein de la bourgeoisie, on relève des comportements mimétiques d'imitation spontanée de la noblesse, avec notamment les engouements bourgeois pour l'anoblissement (sous le II^e Empire), l'adoption de stratégies familiales fondées sur la notion de lignée (apparition de « dynasties bancaires » ou « industrielles » comme les Schneider ou les Wendel en France), l'éducation et la culture traditionnelles, l'architecture classique. Les salons et les grands appartements bourgeois adoptent les mêmes attitudes (conversation, goûts, manière de se comporter) que dans les cénacles aristocratiques.

Les professions libérales (médecins, avocats, journalistes, architectes) sont en plein essor. On assiste à cette période à une « professionnalisation des professions libérales ». Il y a une plus grande reconnaissance sociale, à défaut d'un statut qui arrivera tardivement pour la France selon les professions : 1920 pour les avocats, 1935 pour les journalistes. Les hauts fonctionnaires se font également plus nombreux, tout comme les ingénieurs, les courtiers, les assureurs. Des strates plus importantes d'une bourgeoisie à talent qui combine bien souvent études, rentes, exercice d'une profession et mandats politiques s'imposent dans toutes les sociétés européennes. N'oublions pas les patrons. En France, la diversité du patronat est tout aussi grande que celle du monde ouvrier. Entre l'artisan qui dirige un atelier comprenant un apprenti et deux ouvriers et le cotonnier normand qui dirige

en moyenne 708 ouvriers, il y a un fossé économique, social et culturel. Lorsque l'artisan devient patron d'une moyenne ou d'une grande entreprise, l'ascension sociale s'est faite, en général, sur plusieurs générations. Des cas comme celui de Jean François Cail, apprenti chaudronnier à 14 ans, devenu le patron parisien d'une usine de 2 000 ouvriers qui fabrique des locomotives, dans les années 1860-1870, ont permis de construire le mythe du « fils de ses œuvres » (équivalent de l'expression américaine de *self made man*). Des stratégies familiales d'épargne, de mariage, d'apprentissage ou d'étude sont à l'origine des dynasties industrielles ou commerciales qui font souche au XIX^e siècle, comme la famille d'Henri Germain, fondateur du crédit lyonnais et issu d'une famille de soyeux lyonnais, ou la famille Siegfried à Mulhouse puis installée au Havre.

2/ Des consommations ostentatoires

La nouvelle bourgeoisie commerçante ou industrielle qui s'est enrichie pendant le Second-Empire ou le dernier tiers du XIX^e siècle tient à marquer sa distinction dans l'espace et dans son habitat. Elle cherche à s'isoler du peuple et des classes moyennes : elle est attirée par les nouveaux quartiers ou les quartiers anciens restructurés. A Lyon, une partie de la bourgeoisie quitte la presqu'île pour s'installer aux Brotteaux, proches du parc de la Tête d'Or en voie d'aménagement. A Marseille, les manufacturiers et négociants se font construire des hôtels particuliers sur les nouveaux boulevards ; le luxe ostentatoire est de mise, ne craignant pas un éclectisme architectural jugé de mauvais goût par les élites plus anciennes. Mais au sommet des élites patronales, on a assimilé les choix et les goûts de la noblesse et on s'achète un château, comme James de Rothschild à Ferrières, en banlieue parisienne.

Cette diversité s'organise cependant par des hiérarchies fortes, dans lesquelles l'argent joue un rôle capital. Le capital et la propriété permettent de définir la bourgeoisie. S'y ajoutent la culture et les études supérieures pour un nombre restreint. On note vers 1900, un ralentissement de l'enrichissement général et les disparités régionales s'estompent un peu en France. Certaines hiérarchies sont également liées à l'ancienneté de la notoriété familiale, des relations sociales tissées et du style de vie. La réussite individuelle, le travail, l'épargne, le souci de paraître sont les mots d'ordre de ces sociétés bourgeoises. La dot et l'établissement des enfants sont des obligations bourgeoises. Dans la société, la poursuite d'études supérieures demeure le fait d'une minorité. Toutefois, ces études supérieures, un diplôme d'ingénieur ou de médecin peuvent permettre d'accéder à la bourgeoisie. Ce qui s'inscrit dans le discours sur l'élitisme républicain en France. L'étude des budgets permet par ailleurs de cerner le mode de vie des familles bourgeoises. Les principaux postes sont l'alimentation, le logement et les gages des domestiques, suivi des loisirs et des obligations mondaines. Employer un domestique est le minimum pour la reconnaissance d'un rang bourgeois (voir les romans de Jules Renard : comme les *Philippe* en 1907). Le logement varie énormément entre celui du boutiquier et l'hôtel particulier de telle dynastie industrielle. Celle-ci opte pour un mode de vie aristocratique, comme les Schneider ou les de Wendel. Le vêtement est noir et austère pour les hommes ; le chapeau est un accessoire emblématique. Les femmes ont des tenues plus colorées et extrêmement raffinées en fonction de leur bourse et des occasions ; les réceptions très importantes dans cette sociabilité bourgeoise (cf les romans de Marcel Proust à la Belle Epoque) entraînent une surenchère des toilettes et des chapeaux. La sociabilité bourgeoise se construit de dîner en bal, de salon en cercle ou club. Elle permet de tisser des réseaux de relation dans lesquels le privé et le public s'entremêlent. La

pratique religieuse, à dominante catholique, reste en place dans la grande bourgeoisie. En revanche, la petite et la moyenne bourgeoisie semblent plus déchristianisées, du moins du côté des hommes. La famille joue un rôle considérable, comme lieu de préservation du capital économique et social.

c) Le monde rural, encore majoritaire avant 1914

1/ Une société homogène et immobile ?

La société rurale est très variée, composée d'agriculteurs, d'artisans de commerçants, de fonctionnaires, d'ouvriers et de professions libérales comme les médecins, les vétérinaires ou les notaires. Il s'agit d'une société très hiérarchisée par la possession ou non de la terre, par l'exercice ou non du droit de vote et d'un mandat, par les niveaux de fortune ou de dépendance, mais aussi par des valeurs morales, voire religieuses. Le monde paysan est lui-même très hiérarchisé, en fonction de la propriété, mais aussi de la dépendance par rapport au propriétaire. En France, vers 1880, la part des grands propriétaires terriens (au-delà des 40 hectares) a considérablement baissé, même si cette catégorie reste importante dans l'Ouest. Leurs terres peuvent être exploitées en faire-valoir direct ou indirect (en laissant le domaine exploité par un métayer/un fermier. On retrouve ces grands domaines surtout dans le Bordelais, l'Ouest et le Centre, mais aussi en Picardie. Rien de commun avec le reste de l'Europe. En Espagne, les grands domaines « latifundia » (100 ha au moins), vers 1880, 50% de la surface agricole d'Andalousie appartient à des Latifundios. En Allemagne, les grands domaines (plus de 100 ha) sont situés clairement à l'Est. Les propriétaires des grands domaines continuent à dominer la vie politique et publique (*Junkers*). En France, au contraire, les petits et moyens propriétaires-exploitants dominent, notamment dans la viticulture, mais aussi dans la polyculture. A la tête d'une dizaine d'hectares, ce paysan (appelé le « ménager », le « pagès », le « bricolier ») travaille en famille et parvient à nourrir correctement celle-ci. Il est le symbole et l'idéal de l'agriculture française, que la IIIème République défend par sa politique du crédit et sa politique douanière. Ces petites et moyennes propriétés se retrouvent essentiellement dans l'Est, le Sud et une partie du centre de la France. La propriété constituée au fil des générations enracine ces paysans dans un terroir et la société villageoise. L'exploitation moyenne se développe après 1914 et ces agriculteurs se caractérisent par la possession de bêtes de somme, l'accès au marché (les femmes sont souvent chargées des ventes) et la diversification de leur production. Ils ont également accès au crédit et sont volontiers adhérents de coopératives, de mutuelles agricoles. En France, la baisse de la rente foncière a entraîné un accès à la propriété pour beaucoup d'agriculteurs, sous la forme d'une petite propriété, tendance renforcée par la constitution du crédit agricole en 1896. Les agriculteurs qui louent l'essentiel des terres qu'ils cultivent sont des métayers (loyer en nature, un pourcentage de la récolte) ou des fermiers (loyer en argent). Les métayers sont présents dans des régions de polyculture comme le Bourbonnais ou de viticulture comme la Champagne. Les fermiers payent leur loyer en argent, selon un bail. Leurs exploitations sont souvent d'une taille moyenne ou grande (dans le Bassin parisien ou dans le Soissonnais), ils ont intégré les principes capitalistes à leur exploitation et bénéficient largement de la révolution industrielle. D'autant que dans les cas des céréaliers ou des betteraviers, ils ont su déployer des relais d'influence au Parlement et bénéficient d'une politique agricole favorable. Ils sont souvent à la recherche du progrès agronomique et du développement du marché.

Les ouvriers agricoles sont extrêmement nombreux à la fin du XIX^{ème} siècle dans la plupart des pays, en dépit d'une fuite des bras vers les villes ou à l'étranger et de la mécanisation des domaines qui s'amorce partout. Ils représentent encore 30 à 40 % de la population agricole active européenne vers 1900. Mais la France diffère là aussi de la tendance générale, avec un nombre beaucoup moins important de salariés agricoles. Les salaires des ouvriers agricoles sont très bas par rapport aux salaires de l'industrie. S'ajoute à ces bas salaires, le problème de l'hébergement. Les domestiques de ferme sont nourris et logés sur place et ces avantages en nature représentent une forme complémentaire de leur salaire. Mais leur logement est souvent très sommaire quand il n'est pas indigne. Une enquête en France, vers 1910, le révèle mais la législation tarde à venir : seulement en 1928, une loi française impose aux employeurs de mettre à la disposition des domestiques de ferme une chambre décente et ... « séparée des bêtes » ! C'est donc que c'était loin d'être toujours le cas. Le travail est très « genré » (différenciation homme/femme) : les femmes salariées travaillent à la cueillette des fruits, des fleurs et des légumes, tandis que les hommes sèment, binent et fauchent les céréales et s'occupent des animaux (là aussi spécialisation selon l'âge et les capacités : berger, vacher, porcher). Dans la viticulture, les hommes plantent et taillent, tandis que les femmes vendangent le raisin et que les hommes prennent en charge la vinification. En France, on parle de « déprolétarianisation » des campagnes car on assiste dans le dernier tiers du siècle à des départs massifs des salariés agricoles vers les villes ou bien à leur accession à la micro-propriété. Le manque de bras a tendance à faire monter les salaires de ceux qui restent en même temps qu'il suscite l'appel à la main d'œuvre étrangère (Italiens, Espagnols).

Les sociétés rurales européennes connaissent une organisation communautaire spécifique, dont la base est le village, le bourg et la paroisse. En France, la limite est de 3 000 habitants et la moyenne des villages autour de 1 000 habitants. Le bâtiment public commun (la maison du peuple ou la mairie) est le centre du village, tout comme l'édifice religieux. Si la société urbaine est très déchristianisée au tournant du siècle, les campagnes restent ferventes, protestantes (Cévennes) ou surtout catholiques et le desservant de l'Eglise joue un rôle aussi important que le maire dans les communautés. Même si pour cette période, un village se définit d'abord comme une commune et non plus comme une paroisse, comme sous l'Ancien Régime. Dans l'espace, l'identité se définit par rapport à un terroir et par rapport aux bourgs et villes aux alentours où se tiennent les marchés et les foires et où les ruraux se rendent de plus en plus fréquemment. Les liens de solidarité, de parenté, matrimoniaux, de travail se tissent dans cet espace qui se façonne par un parler, des rites et des traditions. Le village fonde une communauté qui peut être protectrice, mais aussi contraignante pour l'individu. Chacun se situe par rapport à une famille ou une lignée. Le village est le cadre de festivités identitaires, mais aussi de conflits, de violences autour de l'argent, de la terre, du pouvoir. Ce sont les juges de paix qui ont la charge de régler les conflits, ou des médiateurs comme le maire, le notaire, le vétérinaire. La gendarmerie est mise à contribution pour maintenir l'ordre et faire face à la délinquance des ruraux.

La mobilité est une clé essentielle pour mesurer les transformations de la société rurale et surtout paysanne. En France, un million de salariés entre 1860 et 1892 quittent la campagne pour la ville et un emploi dans l'industrie ou le tertiaire, homme comme femme. Il s'agit d'un exode rural définitif et d'une reconversion professionnelle. Leur départ a enclenché une hausse des salaires de ceux qui étaient restés car les exploitations

manquent de bras. Les régions frontalières sont les lieux des migrations saisonnières ou journalières qui permettent de satisfaire le marché du travail agricole. Les régions du Sud-Est ou du Sud-Ouest français font appel pour les vendanges ou les récoltes fruitières à de nombreux salariés agricoles italiens et espagnols qui ensuite retournent dans leur village d'origine. Des agences d'émigration sont fondées en France en raison du manque de bras par des agriculteurs. La Société polonaise d'émigration en 1908 s'associe avec la Société agricole de Meurthe-et-Moselle ou celle de Dijon qui placent les salariés agricoles, tout comme le Comité d'émigration de Galicie (Espagne) en 1901, avec des bureaux de placement de Toulouse ou d'Agen. En 1910, la Société des Agriculteurs de France crée un « Syndicat français de la main-d'œuvre agricole » afin de négocier les contrats avec les organisations polonaises. Logés, nourris, les domestiques polonais reçoivent 500 francs par an (un ouvrier de l'industrie gagne 5 francs par jour) et les filles de ferme 360 francs, un saisonnier gagne environ 40 francs par mois. Les frais de voyage sont à la charge de l'employeur. En 1923, l'Office central de la main d'œuvre agricole prendra le relais et s'apparente à un vrai syndicat professionnel ayant la haute main sur l'embauche des migrants. 50 bureaux français correspondent avec l'Office polonais.

2/ Politisation et intégration à l'Etat-Nation

La politisation de ces sociétés rurales est un fait majeur du XIX^{ème} siècle. Selon un processus démocratique, républicain et de diffusion du suffrage universel masculin, en France après 1848 (« descente de la République au village » pour le dire avec l'historien Maurice Agulhon). En 1914, 43% des maires sont des agriculteurs. Tout au long du XIX^e siècle, la lutte pour conserver les « biens communaux » (terres n'appartenant à personne) donne lieu à des actions collectives partant de la base. Les parties municipales et communes d'un territoire, comprenant bois et pâtures -qui permettaient aux plus pauvres et donc souvent aux salariés agricoles de compléter leurs revenus- sont remis en cause dans le but d'une rationalisation des terroirs et des revenus municipaux. Les associations ont joué un rôle important dans la politisation ou l'intégration des sociétés rurales en Europe occidentale. Les associations sont reconnues en France en 1901. La loi sur les syndicats de 1884 avait favorisé également ces formes coopératives. La loi Méline de 1894 permet la mise en place du crédit mutuel. Les associations dans le monde rural ont été avant tout des associations économiques, des mutuelles, des coopératives et des sociétés de crédit. En France, la crise du phylloxera en Charente conduit des viticulteurs à se reconverter, avec l'aide d'un instituteur (Eugène Biraud), en éleveurs laitiers et ils ouvrent la 1^{re} coopérative de beurrerie : Chaillé en 1888. Dix ans plus tard, 150 coopératives ont vu le jour dans la région Charente et Poitou, dont la moitié regroupée dans une association centrale des « Laiteries coopératives de Charentes-et-Poitou ». Vers 1900, une partie du vignoble bourguignon rejoint les coopératives. Dans le Languedoc, les caves vinicoles coopératives de l'Hérault sont à l'origine de la Confédération générale des vignerons, fondée en 1907. Les deux grands syndicats agricoles sont : l'Union Syndicale des Agriculteurs de France (plutôt à droite) et la Société Générale d'Encouragement à l'Agriculture (proche de Gambetta). Ils fondent des mutuelles, des coopératives, diffusent le crédit mutualiste (sur le modèle des « caisses Raiffesen » en Allemagne). La Société d'Encouragement est proche de la Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricoles (FNMCA). Le monde agricole français présente cette particularité de fédérer les 4 volets de l'action collective des années 1880 aux années 1930 : le syndicalisme, l'assurance, la coopérative et le crédit

grâce à un dynamisme propre. En 1900-1914, on compte 376 grévistes pour 100 000 salariés. La contestation provient de milieux spécifiques, comme celui des forestiers qui initient le syndicalisme ouvrier dans les campagnes aux alentours de 1900. Ils se constituent en coopérative, puis en syndicat et adhèrent à la CGT en 1902, dans le Cher. En Provence, on observe également la naissance d'un syndicalisme des ouvriers agricoles à Arles par exemple ou des jardiniers du Var ou des journaliers de la vigne. Lors de la grande crise viticole de 1907 dans l'Aude, les viticulteurs, propriétaires exploitants, les ouvriers agricoles, les négociants se retrouvent dans un mouvement de contestation unitaire, interclassiste et régional. En 1911, en Champagne, les ouvriers agricoles s'inscrivent dans un mouvement de lutte des classes contre les « gros » (propriétaires). Le développement du mouvement socialiste chez les paysans est beaucoup plus tardif et coïncide avec le Front Populaire dans les années 1930.

Cette politisation des sociétés rurales s'exprime également dans les années 1900-1920, à travers les mouvements régionalistes. Le régionalisme s'exprime par l'intermédiaire des sociétés rurales qui redécouvrent leur patois, leur culture populaire et mettent en avant leur histoire régionale, souvent sur l'impulsion de lettrés issus de ces sociétés, comme le poète Frédéric Mistral et les Félibriges en Provence dans les années 1880 ou Pierre Jakez Hélias pour la Bretagne dans l'Entre-deux-guerres. Mais les langues et cultures locales s'effacent pour laisser place à la langue (le Français) et la culture nationale véhiculées par l'école, la presse et la conscription. La multiplication des plans ferroviaires désenclave les différentes régions et contribue à unifier les territoires nationaux. Des marchés nationaux se mettent en place et le train achemine aussi bien les marchandises que les journaux, les représentants de commerce ou les voyageurs. La presse joue un rôle fondamental dans l'intégration culturelle et politique des sociétés rurales : à partir des années 1890, l'abonnement à un journal devient de plus en plus fréquent. En France, la presse parisienne cohabite avec la presse locale. Le cinéma ambulant, dès 1896-1900 se diffuse par ses projections en plein air ou dans des bâtiments publics. Les Républicains de la III^e République ont véritablement réussi à intégrer les campagnes à l'horizon de l'Etat-nation, fut-ce au prix d'une homogénéisation culturelle qui fit perdre la spécificité identitaire (voire linguistique) de nombreux terroirs. Comme le montre l'historien américain Eugen Weber dans *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale (1870-1914)* en 1983. Les campagnes ont été intégrées grâce à l'aménagement (chemins de fer) et l'intégration par l'école et le service militaire. En juillet 1914, les ruraux ne rechignent pas à répondre à l'appel de la mobilisation générale. Loin de rester inertes et immuables, les sociétés rurales et paysannes évoluent donc fortement des années 1880 à la Grande Guerre.

En France comme ailleurs, l'industrie métallurgique s'est transformée. La métallurgie du fer est l'industrie primordiale, dont le symbole est la tour Eiffel achevée pour l'Exposition universelle de Paris de 1889 (elle n'est pas en acier, contrairement à certaines idées reçues). Le procédé industriel des Britanniques Thomas et Gilchrist, trouvé en 1878, utilisé à partir de 1885, permet de traiter les minerais et d'éliminer le phosphore pour un acier de meilleure qualité. Les gisements de Lorraine (française et allemande) et du Lac Supérieur aux Etats-Unis dominent la production mondiale. La production d'acier (alliage de fer et de carbone) est de 500 000 tonnes en 1870, de 76 millions de tonnes en 1913. Une nouvelle métallurgie naît de la chimie et de l'électricité. Les minerais des métaux légers sont traités par électrolyse à partir de 1886, ce qui permet d'augmenter la

production d'aluminium et de produire des alliages nouveaux (aciers spéciaux comme le manganèse, le nickel, le tungstène...). La chimie organique permet la fabrication de produits de synthèse à partir de charbon, de colorants, de pétrole et de bois : la France a quelques entreprises dans ce secteur cependant dominé par l'Allemagne (BASF). Mais la pénurie de charbon tout au long du siècle (la France en produit 34,5 millions de tonnes en 1900 et en consomme 73 millions de tonnes) renforce le coût de l'énergie dans le coût global de production et ralentit la mécanisation. Le textile emploie encore 46,5 % des actifs en 1900, chiffre comprenant les travailleurs en usine comme à domicile. Ces secteurs, sur lesquels s'était fondée la première industrialisation connaissent un relatif déclin, lorsqu'ils sont relayés par de nouvelles branches industrielles. Mais les exportations vers l'empire colonial leur permettent de survivre grâce à un marché captif (cas des cotonnades des Vosges exportées massivement vers Madagascar).

III) L'économie française avant 1914

a) Spécificités françaises au cœur de la seconde industrialisation

1/ Une croissance réelle mais « dualiste » (F. Caron)

La seconde vague d'industrialisation du monde occidental démarre vers 1880 : elle est tirée par de nouvelles énergies (pétrole et électricité), repose sur des secteurs porteurs anciens (sidérurgie, construction mécanique et navale) et modernes (chimie, automobile) et fait apparaître de nouvelles puissances économiques qui ont su prendre le tournant : le Royaume-Uni, première puissance économique du monde, perd la main et commence à être dépassé par les Etats-Unis et l'Allemagne. La France a eu du mal à passer le cap dans les années 1880, frappée par la dépression européenne, avec un certain nombre de faillites industrielles et bancaires: krach de l'Union générale de 1882 (cf chapitre 4) ou encore de la Compagnie des Fonderies de Terrenoire, qui était la première compagnie sidérurgique française, en 1888. Mais, à partir des années 1890, la croissance industrielle et économique est repartie. Mais il faut souligner une particularité française : la croissance dite « dualiste », c'est-à-dire la persistance de la petite entreprise de taille familiale au sein d'une croissance industrielle réelle (on ne trouve pas en France de grandes régions industrielles comme en Allemagne, en Grande-Bretagne ou aux Etats-Unis). L'historien de l'économie François Caron résume ceci dans un paradoxe : la France de 1870-1914 est un « grand pays industriel, mais faiblement industrialisé ». Le développement industriel français a ainsi maintenu la petite entreprise : en 1906, elle représente 59% des établissements industriels ; elle concerne surtout la branche alimentaire, mais aussi la confection, le bois, les cuirs et peaux. L'entreprise médiane emploie 45 salariés, toujours selon le recensement de 1906 ; elle est très représentée dans le textile. La grande entreprise s'est développée dans les mines, la métallurgie ; elle emploie 40% des ouvriers en 1906. Mais la comparaison entre deux recensements des établissements commerciaux et industriels, celui de 1896 et celui de 1906, permet toutefois de mesurer une concentration réelle des établissements industriels, notamment dans les mines, les verreries, les métaux et le textile. Mais la petite entreprise de moins de dix salariés reste vigoureuse. Enfin, on peut relever un décalage important entre la richesse française et l'investissement industriel : ainsi seulement 10% du capital français est consacré à l'industrie, en 1900, c'est-à-dire au moment où la seconde industrialisation aurait pourtant besoin de nombreux capitaux. L'immobilier et les obligations ferroviaires sont avec la rente

foncière les placements favoris des Français ayant les moyens d'investir (avec également les Emprunts russes, cf chapitre 3). Beaucoup d'entreprises sont obligées de pratiquer couramment l'autofinancement, citons le cas de la firme automobile Panhard et Levassor (constructeur automobile à Paris fondé au début des années 1890) où les trente actionnaires et bailleurs de fonds appartiennent à l'entourage familial des deux ingénieurs.

2/ Les points forts

A la Belle Epoque, l'automobile est d'ailleurs le nouveau secteur en plein essor, emblématique par ailleurs d'une industrialisation en milieu urbain. La structure de départ est souvent un atelier mécanique de la première industrialisation, c'est le cas de Panhard qui naît d'un atelier où l'on fabriquait des machines à bois, ou de Peugeot qui est parti d'un atelier de mécanique dans l'Ain. L'extension de l'entreprise ensuite est liée à l'apport de capitaux et à l'extension des compétences. Certaines ascensions sont fulgurantes : Renault employait 6 ouvriers en 1898 et en emploie 4 000 en 1913 (!) ; l'atelier produisait 6 véhicules par an en 1898, l'usine en sort 4 500 en 1913. La France devient le deuxième constructeur mondial d'automobiles, après les États-Unis, et devient même le premier exportateur. L'automobile bénéficie du développement urbain, en concurrence avec les transports en commun (tramways, bus, métro). Les citoyens deviennent des acheteurs motivés par la publicité des grands raids, des journaux sportifs, des Expositions Universelles comme celles de 1889 ou de 1900. L'automobile, comme le chemin de fer, est un *leading-sector* : elle stimule d'autres secteurs comme l'acier, le caoutchouc (pneus), la sellerie (sièges en cuir).

Durant la « deuxième industrialisation », la réussite française est contrastée, certains secteurs anciens sont en perte de vitesse, d'autres plus inventifs prennent le relais. La France continue à souffrir du manque de capitaux, de source d'énergie, de techniciens et de politique industrielle à long terme, par rapport à ses voisins. Une nouvelle géographie industrielle et urbaine se met en place qui accentue le déclin de la France du Centre et du Midi et dynamise le Nord, l'Est et la région parisienne. C'est la fameuse « ligne Le Havre – Marseille » qui va devenir un poncif de la géographie industrielle jusqu'à l'époque de la désindustrialisation des années 1970-1980. L'industrie textile disparaît du Limousin, les industries sidérurgiques et métallurgiques quittent le Poitou et le Berry. Le Creusot, en Lorraine, demeure la plus grosse usine de France. Au final, avant 1914, la prospérité est cependant au rendez-vous. Les taux de profit des entreprises françaises sont parmi les plus hauts de leur histoire, dépassant régulièrement les 100%. Les hauts fourneaux produisent 250 tonnes d'acier par jour en 1913. Des cartels (ententes industrielles) se forment et les sociétés françaises participent à la constitution de cartels internationaux comme celui de l'aluminium en 1901, de l'acier en 1904. Toutefois, en 1914, la France n'est que la 4^{ème} puissance économique mondiale. Alors qu'au début du XIXe siècle, elle était la deuxième, après le Royaume-Uni. Sa production industrielle représente 6% du total mondial, contre 9% en 1880. L'Allemagne produit en 1913 deux fois plus de fonte, de houille et d'acier. Elle fabrique 8 fois plus de locomotives. Les sociétés chimiques françaises, performantes, sont en réalité des filiales de sociétés allemandes. Le groupe allemand Thyssen contrôle le bassin sidérurgique de la Normandie. La France exporte vers l'Allemagne des produits bruts et en importe des produits finis.

Le secteur bancaire se porte bien, et le capital français continue à être investi massivement à l'étranger. Citons par exemples, pour les pays neufs d'Amérique latine, la Société commerciale du Chili (succursale de Paribas en 1893) et la Banque française du Chili (succursale du Comptoir national d'escompte en 1896) mais... « Banquier du monde par l'importance et le nombre des emprunts d'Etat étrangers placés à la Bourse de Paris, la France ne sait pas marquer sa présence dans le monde par un réseau dense et efficace de succursales bancaires », à citer l'historien Raymond Poidevin. Les Français épargnent beaucoup donc les banques cherchent à faire fructifier ces dépôts : les Français sont invités à placer leurs économies dans les chemins de fer ou l'industrie mais ils préfèrent toujours les placements à court terme. Par ailleurs, certains appellent à la réforme du système bancaire. De fait, en matière bancaire, il existe une distinction théorique entre banques de dépôt et banques d'affaires. Les premières gèrent les dépôts des particuliers et font des petits placements à l'échelle locale ; les secondes manient des capitaux issus de grands bailleurs de fonds (sur le marché financier international) et investissent dans de grands projets industriels. Mais, dans la réalité, en France comme ailleurs, beaucoup de banques font les deux, les deux secteurs sont entremêlés et les fonds sont mélangés, ce qui pose des problèmes de gestion. En réaction, certains réagissent et prônent une séparation des activités, comme le montre la « doctrine Germain ». Cette dernière désigne, selon l'historien Jean Bouvier qui a travaillé sur les archives privées de l'entreprise, un discours qu'Henri Germain aurait tenu aux actionnaires du Crédit Lyonnais en 1904 (peu avant de disparaître). La « doctrine Germain » met en garde contre la non-séparation des activités de banque de dépôt de celles de banque d'investissement ou banque d'affaires. La confusion des rôles peut en effet créer les conditions d'un risque majeur de liquidité (ne pas être capable de sortir les fonds exigés par les déposants qui voudraient récupérer leurs dépôts). Les banques de dépôts émettent des prêts courts sur la base des fonds qu'elles reçoivent par des dépôts retirables à tout moment par les particuliers ; les banques d'affaires émettent des prêts industriels de long terme, avec des fonds qui sortent sous conditions. Si on mélange les circuits, on risque d'être pris à dépourvu en cas de demandes de retraits massifs des fonds déposés par les particuliers. Ce que préconise Germain en interne ne sera cependant jamais mis en application sous forme législative, il faudra 1933 pour cette distinction soit faite (temporairement) aux Etats-Unis par le Président Roosevelt dans le cadre du New Deal. Toujours est-il que, dans les années 1900, le capitalisme bancaire se perfectionne. De nouvelles banques d'affaires se constituent : la Banque française pour le Commerce et l'Industrie en 1901, la Banque de l'Union parisienne en 1904, et ce pour investir dans les secteurs modernes de l'électricité, de la télégraphie sans fil, de la chimie (Saint Gobain) et du pétrole. Dans le domaine du placement de l'épargne, la mentalité du public français commence alors à changer : le petit épargnant accepte de porter son attention sur les actions des sociétés industrielles et commerciales et pas seulement dans les fonds d'Etat, et ce un peu avant 1914. Les placements à l'étranger se développent. On commence donc à avoir un capitalisme dynamique et plus seulement un capitalisme de rentier, « malthusien » et frileux.

b) La rationalisation continue du travail

1/ Le stade usinier

A partir des années 1880, la concentration accrue du travail amène à la naissance de l'usine comme lieu de travail marqué par la rationalisation des tâches, un nombre important de salariés, un encadrement hiérarchique

stricte, qui se mesure par la démultiplication des règlements d'usine comme l'a montré l'historien Michel Pigenet. Toutefois, le travail dispersé (rappel : les canuts, chapitres 1 et 3), se maintient dans certains secteurs comme la confection. Le travail à domicile (*domestic system*) connaît un regain grâce au moteur électrique et à la machine à coudre Singer (marque américaine). En 1906, 800 000 personnes travaillent « en chambre », c'est-à-dire dans un atelier installé à domicile : la moitié travaille les étoffes et le vêtement ; 80% sont des femmes. C'est le cas des travailleuses mobilisées pour diverses activités de confection dans l'agglomération de Lille vers 1900. Les ouvriers des petits ateliers sont encore très nombreux. Ils ont suivi un apprentissage précis et long ; ils travaillent avec leur patron, sont qualifiés, bien payés et assez indépendants. Ils vivent et travaillent en général en milieu urbain. Les ouvriers des usines ne représentent que 12% des salariés de l'industrie vers 1900 en France. Le plus souvent, ils travaillent dans des usines de 200 ouvriers ; les très grandes unités comme Le Creusot (20 000), la CGE (Compagnie Générale d'Electricité) à Ivry (3 000), Renault (1 500) sont rares vers 1900. Leurs ouvriers sont généralement moins qualifiés ; leur apprentissage est rapide ou inexistant.

2/ Un rôle accru des ingénieurs : vers l'organisation « scientifique » du travail

Autre dynamique notable dans la conception et l'organisation du travail : la montée en puissance de la technocratie ; le XIXe siècle économique est le siècle de l'ingénieur. Issu des grandes écoles parisiennes comme Polytechnique, les Mines, l'Ecole centrale mais aussi les Arts et Métiers (CNAM : école parisienne, écoles provinciales) d'où sont issus la majorité des ingénieurs en poste à la fin du siècle. Ainsi Armand Peugeot regagne l'entreprise familiale, après ses études à l'École Centrale qu'il met à profit dans les années 1880. Un changement majeur s'opère dans les années 1890 : le machinisme engendre la production de masse et la standardisation des produits avec production de pièces en série interchangeables. En 1895, aux Etats-Unis, l'ingénieur Frédéric Taylor, définit les méthodes de l'OST (Organisation Scientifique du Travail) pour améliorer le rendement de la main d'œuvre (salaire différentiel selon des seuils de productivité, chronométrage, division horizontale du travail (division de la production en une multitude de tâches le long d'une chaîne de production s'organisant selon le principe du « travail à la chaîne »), division verticale du travail (dissociation des fonctions de production et de conception)... Les méthodes de l'OST sont de plus en plus discutées dans le patronat français : l'historien de l'économie Patrick Fridenson parle de « tournant taylorien » à la Belle Epoque, même si on préfère à Taylor les théories similaires d'Henri Fayol (mais lui a une vision plus organique, et moins mécanique, de l'entreprise). Et si l'OST ne sera vraiment généralisé qu'à l'occasion de l'économie de guerre à partir de 1915.

L'automobile est un secteur propice à la taylorisation. On le voit dans le cas de l'usine Berliet à Lyon par exemple (poly). Le tournant taylorien implique un changement d'échelle, de méthode de travail et aussi de rapports sociaux au travail. On constate aussi la standardisation et l'interchangeabilité des pièces, désormais produites en série suivant une nomenclature précise. Autre principe de la taylorisation : les opérations d'assemblage, appelées montage. Il s'agit d'organiser les phases de production selon l'ordre logique de la production pour éviter les transports inutiles. Chaque opération est chronométrée pour que le temps de travail soit maximisé et les pertes de temps évitées, dans un souci de productivité. Il y a également de nouvelles hiérarchies salariales, avec les « bureaux méthode » (Bureaux de direction, salle d'études et de dessin). Ce sont donc les ingénieurs de ces bureaux qui possèdent le savoir sur la production, que ce soit sur les pièces ou sur

les opérations de production. Se développent aussi des formes de commercialisation, avec la distribution à l'étranger et la publicité. L'usine Berliet de Lyon reflète également un changement global de la géographie industrielle, avec l'occupation de la banlieue des grandes villes. Elle offre plus d'espace, ce qui permet de construire de vastes usines. On voit ce phénomène en périphérie de Lyon mais aussi de Paris : la future « Seine Saint Denis » qui va vite s'imposer comme une terre ouvrière. Un autre avantage de la banlieue réside dans les infrastructures de transports ferroviaires, avec des gares de marchandise à proximité. Ce glissement géographique a des conséquences sociales, au niveau du logement de ces ouvriers. Les banlieues ouvrières se développent dans les années 1890. L'usine est enfin un lieu particulier avec une nouvelle architecture industrielle mêlant l'acier et le verre, concentrant de gigantesques masses humaines. A Berliet en 1906, il n'y a encore que 500 ouvriers, mais chiffre le montera à 4 000 en 1913.

IV) La culture de la Belle Epoque

S'il existe un domaine dans lequel la France rayonne (presque sans partage), c'est celui de la culture, sous toutes ses formes.

a) « L'école de Paris » : l'apogée des Lettres et des Beaux-Arts

La France rayonne par sa culture scientifique, littéraire et artistique. Elle jouit d'une grande réputation scientifique et universitaire : la Sorbonne est une université mondialement connue qui se peuple de plus en plus d'étudiants étrangers. La réputation du Collège de France dépasse les frontières avec des enseignants comme Henri Bergson en philosophie. La France accumule les Prix Nobel entre 1901 et 1914 : Henri Becquerel, les époux Pierre et Marie Curie pour la physique-chimie. Toutefois, en matière de prix, la France reste en 2^e position ... derrière l'Allemagne. Le monde universitaire français est celui des innovations disciplinaires, que ce soit en Histoire (Charles Seignobos qui fonde l'école dite « positiviste » basée sur un examen méticuleux des sources archivistiques), en géographie (Paul Vidal de la Blache qui publie le *Tableau de la géographie de la France* en 1903, grand classique de la discipline) ou dans des disciplines nouvelles comme la sociologie d'Emile Durkheim... La France jouit déjà d'un grand patrimoine littéraire avec des noms connus dans le monde entier (Victor Hugo) mais elle connaît encore sur la période 1870-1914 des révolutions littéraires inspirant l'étranger. Citons le mouvement naturaliste à partir de 1877 avec Emile Zola. Le naturalisme est l'effort de transposition du positivisme dans la littérature (roman). Il vise à décrire la société humaine avec le même degré de précision et de détermination que la zoologie décrit les espèces animales. Il permet un élargissement du champ social romanesque aux basses classes et aux ouvriers (*Germinal*, sur le monde de la mine en 1885). On peut également citer le spiritualisme décadentiste avec le romancier Karl-Joris Huysmans, le symbolisme avec le poète Stéphane Mallarmé. Le roman connaît à la Belle Epoque une nouvelle révolution stylistique avec Marcel Proust et *La Recherche du temps perdu* : l'auteur publie *Du côté de chez Swann* en 1913. Toutefois son œuvre attendra l'après-guerre pour connaître son public (prix Goncourt en 1919 pour *A l'ombre des jeunes filles en fleurs*). Paris est enfin la capitale internationale des arts. Le pays a connu plusieurs révolutions artistiques : l'impressionnisme derrière Claude Monet (grand ami personnel de Clemenceau) à partir des années 1870, le

fauvisme avec Paul Gauguin, des œuvres personnelles comme celles d'Edgard Degas ou d'Henri Toulouse-Lautrec qui aime peindre la débauche de la nuit parisienne au Moulin Rouge, où dansent la « goulue » ou « Valentin le désossé ». Paul Cézanne préfigure le cubisme comme l'Espagnol Pablo Picasso (qui peint *Les demoiselles d'Avignon* en 1913). Le néerlandais Vincent van Gogh ouvre la voie de l'expressionnisme. Le pays compte des sculpteurs de renom, comme Auguste Rodin ou sa disciple Camille Claudel. Et des compositeurs atypiques en musique comme Erik Satie. Paris est la ville où viennent les artistes étrangers en mal d'inspiration, la ville où il faut absolument peindre pour se faire un nom : Picasso, van Gogh, mais aussi le russe Marc Chagall, l'italien Amedeo Modigliani, le néerlandais Piet Mondrian... Paris a une vie musicale qui rivalise avec Vienne, au profil plus classique : en 1909, s'installe la compagnie des Ballets russes de Sergei Diaghilev. La première du *Sacre du printemps* d'Igor Stravinsky a lieu en 1913 : par son avant-gardisme, il provoque un scandale artistique et un débat qui rappellent ceux d'*Hernani* de Hugo en 1830. 1913 est vraiment une belle année pour les Lettres et les Arts français, qui sonne comme un apogée avant la guerre mondiale : publication de *Du Côté de chez Swann* de Proust, d'*Alcools* du poète Guillaume Apollinaire, sortie des *Jeux* du compositeur Claude Debussy, inauguration du théâtre des Champs Élysées, première du *Sacre du printemps*, réalisation de la série des *Fenêtres* par le peintre Robert Delaunay...

b) De nouvelles pratiques culturelles : tourisme et sports

La France est enfin marquée par l'émergence de nouvelles pratiques culturelles, qui ne lui sont d'ailleurs pas propres. D'abord le tourisme avec une destination privilégiée : la Côte d'Azur, notamment Nice avec la « promenade des Anglais », le long de la mer, fréquentée par l'aristocratie britannique puis russe ; ou encore Cannes qui quadruple sa population entre 1861 et 1911. Nice attire 22 000 touristes de longue durée en 1887, stimulée par le chemin de fer, avec comme attraits le climat méditerranéen ou le casino de la principauté de Monaco (quartier huppé de Monte-Carlo). La ville reçoit des visiteurs de luxe : la reine Victoria, le roi des Belges Léopold II. Ou de grands noms, comme le philosophe allemand Friedrich Nietzsche. Le sport fait aussi partie de ces nouvelles pratiques nouvelles. Jusqu'aux années 1870, il est réservé à une élite. Mais la défaite et la Revanche créent une obsession de la dégénérescence physique, contre laquelle il faut lutter, d'où la démultiplication des sociétés de gymnastique. Après 1900, le sport se diffuse plus largement encore : les patronages catholiques encouragent le football, tout comme les communes de la banlieue rouge socialiste autour de Paris, on note l'essor du rugby dans le Sud-Ouest. En cyclisme, le Tour de France est lancé en 1903 et devient vite populaire. La première course automobile est le Paris-Madrid en 1903. Les sports de combat sont aussi populaires et médiatisés comme la boxe française ou encore la boxe anglaise avec des champions comme Georges Carpentier, champion de France et d'Europe dans les années 1911-1913.

Mais en matière sportive, il faut évoquer le projet du baron Pierre de Coubertin, de restaurer les Jeux Olympiques dans les années 1890 : « Je rebronzerai une jeunesse veule et confinée, son corps et son caractère par le sport. (...) J'élargirai sa vision et son entendement par le contact des grands horizons sidéraux, planétaires, historiques, ceux de l'histoire universelle surtout qui, engendrant le respect mutuel, deviendront un ferment de paix internationale pratique ». L'olympisme est donc une création française de l'époque. Coubertin lance les

JO dans un grand Congrès de la Sorbonne en juin 1894, réunissant 79 délégués de 14 pays. Au passage, à titre de parenthèse, on relèvera la tonicité des initiatives privées dans la seconde moitié du XIXe siècle. Des projets colossaux peuvent s'enclencher rien que sur des initiatives privées portées par des fondations, des associations... sans aucun apport de l'Etat, comme par exemple le projet de la Statue de la Liberté, lancé en 1865 par des Français américanophiles (Edouard de Laboulaye, Auguste Bartholdi, Gustave Eiffel), la statue étant inaugurée outre-Atlantique en 1886 par le Président Cleveland qui n'avait pas joué un grand rôle là-dedans. Les fonds provenaient de souscriptions privées et de donations (les associations françaises financent la statue, leurs homologues américaines le piédestal). Il en va donc de même pour les JO dont le Comité international Olympique (CIO) se constitue sans le concours de l'Etat républicain. En 1896, les premiers JO sont organisés à Athènes, en Grèce. Charles Maurras, alors journaliste, rapporte dans ses articles du journal *Le Soleil*, que les athlètes français, représentants d'une race en déclin, font pâle figure aux côtés des sportifs anglo-saxons et allemands... La seconde édition des JO est un peu spéciale : elle se tient à Paris, mais comme simple annexe de l'Exposition Universelle de 1900. Et la rhétorique nationaliste s'introduit davantage dans le public : le match de rugby entre la France et l'Allemagne manque d'être interdit par le ministère de l'Intérieur qui redoute que le public parisien ne veuille « venger Sedan ». Finalement, les Français l'emportent haut la main à 27 contre 16.

En matière culturelle, la France voit enfin naître à cette période la « culture de masse » et les premières « industries culturelles ». L'historien Dominique Kalifa date le début de la culture de masse des années 1860, dans le contexte de l'industrialisation. Mais il ne fait que reprendre les analyses fondatrices des philosophes allemands de « l'école de Francfort », notamment Walter Benjamin qui réfléchit à l'œuvre d'art « à l'heure de sa reproductibilité technique » dans un article de 1936, ou Théodor Adorno et Max Horkheimer qui, en 1940 dans leur exil à New York, parlent de la « production industrielle de biens culturels, de raison et de mystification des masses » dans la *Dialectique de la raison*. L'analyse de Kalifa vaut pour la France mais la chronologie est en fait similaire dans les autres pays, y compris au sein des jeunes Etats-Unis. Il y a quatre innovations qui donnent naissance à la culture de masse : 1/ la prolifération des journaux (le principal média de masse étant alors l'écrit), au prix réduit et ayant un recours massif au roman-feuilleton pour distraire le lectorat (en France, Balzac, Dumas, Girardin...). Kalifa parle de la monarchie de Juillet comme d'un extraordinaire laboratoire culturel, avec des titres de presse dont le tirage monte à 200 000 exemplaires. 2/ la révolution des formats de l'édition, obligé de suivre et de relever le défi du roman-feuilleton, avec des livres plus petits et imprimables plus rapidement. L'écriture romanesque devient un métier, astreint aux exigences de rendement et de standardisation, 3/ la « poussée illustrative », soit l'essor de l'image, aux sources d'un nouveau système de représentation où priment le regard et l'observation visuelle, avec comme supports les gravures, les vignettes et les lithographies, 4/ un discours critique, qui sera le pendant systématique à chaque apparition d'un média de masse : ici c'est la dénonciation de la « littérature industrielle » par Sainte Beuve. Ces innovations prennent place dès les années 1840, mais, pour former un système culturel, il faut que l'offre nouvellement constituée rencontre un public, ce qui arrive dans les années 1860 sous le IInd Empire, marqué par la hausse du niveau de vie et du confort matériel, et la sortie d'un modèle de domination sociale fondée sur l'affrontement et l'exclusion au profit d'une

logique d'intégration méritocratique. Un nouvel univers matériel se met alors en place : la ville haussmannienne réinvente les formes du spectacle urbain ; les kiosques de gare vendent à bon prix les livres de poche ; *Le Petit journal* lancée en 1863 ouvre toujours sa Une à un fait divers (illustré par un dessin souvent haut en couleur) et tire rapidement à 500 000 exemplaires.

On entre ensuite clairement dans le temps des masses dans les années 1890 : une culture de l'imprimé déverse chaque jour 200 tonnes de papier sur Paris (5 millions d'exemplaires quotidiens pour la presse populaire), à cela s'ajoutent des livres populaires, des brochures, des cartes postales, des suppléments illustrés, des spectacles, le café-concert, les music-halls, les cinémas après 1895. Terrifiantes et/ou édifiantes, les images polychromes saturent les livres, les fascicules, les publications de quatre sous, les colonnes Morris.... Et l'un des premiers héros de la culture populaire française est Fantômas, personnage créé par Pierre Souvestre et Marcel Allain : 32 romans publiés en 1911-1913, un succès considérable, un univers singulier gravitant autour de la traque d'un génie du crime insaisissable (Karl Gurn, bandit originaire du Transvaal en Afrique du Sud, alias Fantômas) à travers les différents quartiers de Paris, du centre à la « zone ». *Tu entreras dans le siècle en lisant Fantômas* : c'est le titre d'un livre de Kalifa paru en 2017 et aussi une injonction à suivre pour entrer dans la culture de masse de la Belle Epoque, et partant du XXe siècle. La fascination pour Fantômas, génie du crime, nous renvoie aussi à une face sombre de la culture populaire de la période : une certaine fascination pour la mort et le sang. Par les unes du *Petit Journal*, les photographies et les descriptions bruts des faits divers, on sent un certain goût pour la mort. La peine de mort (guillotine) est d'ailleurs appliquée par une justice implacable : les exécutions sont encore publiques jusque 1939. On notera cependant un premier débat sur l'abolition de la peine de mort. Certains radicaux y sont favorables. Un projet de loi est même rédigé en ce sens. Le discours anarchiste est abolitionniste. Le Président Armand Fallières, fervent abolitionniste, utilise abondamment de son droit de grâce pour les condamnés à mort, qui voient leur peine commuée en bagne à vie (Cayenne). Mais, en 1907, il gracie Pierre Soleilland, accusé du viol et du meurtre d'une petite fille de 11 ans. L'émotion causée par « l'affaire Soleilland » suscite l'enterrement du projet de loi : l'opinion publique est scandalisée que l'accusé échappe à la guillotine et certains parlementaires accusent le Président de sortir de son statut d'« irresponsabilité » comme le préconise l'interprétation des lois de 1875.

Enfin, n'oublions pas le cinématographe : le 28 décembre 1895 a lieu au Salon du Grand Café à Paris la présentation du cinématographe des frères Auguste et Louis Lumière. C'est la première séance de cinéma publique. On y projette *L'arroseur arrosé*. Bientôt une industrie du cinéma voit le jour avec des films courts et muets : on cite les films de science-fiction de Georges Méliès (*Le voyage dans la Lune*, 1902) et les premières réalisations, prometteuses, d'Abel Gance qui sera le chantre de l'expressionnisme français dans les années 1920.

Conclusion : C'est surtout l'effervescence culturelle et artistique qui donnera l'impression d'un âge d'or de la Belle Epoque avant la grande saignée de 1914-1918. Les médias prennent leur essor, avec une presse écrite où l'image est de plus en plus utilisée, à l'image des reportages couvrant la crue centennale de la Seine et

l'inondation de Paris et toute l'île de France en 1910 : un mois et demi de crues qui paralysèrent l'économie mais qui ne fit aucun mort. L'Exposition universelle de 1900 avait bien mis en avant cette fascination dans les techniques et cette foi sans faille dans le progrès (le mythe du progrès sera douché par la guerre industrielle après 1914). On s'extasie devant le Palais de l'Electricité et, à côté du train électrique de Decauville, un trottoir roulant de 3km nommé « rue de l'Avenir » envisage les transports dans la ville du futur et déplace les visiteurs à deux vitesses : 4,2 ou 8,5 km/h. On relèvera enfin les tous premiers essais de l'aviation, qui est alors un vrai front pionnier investi par les frères américains Wright ou le Français Clément Ader. En septembre 1909, le premier salon de l'aéronautique - le Salon de la Locomotion aérienne - est inauguré par le Président Armand Fallières : on y compte 380 exposants, des avions expérimentaux et surtout des dirigeables qui semblent à l'époque beaucoup plus fiables. Le public se réjouit de grands succès technologiques qui consacrent à nouveau le prestige français : Louis Blériot traverse la Manche en avion en 1909, Roland Garrès fait de même avec la Méditerranée en 1912. Mais le premier usage véritable de l'avion sera... en tant que nouvelle arme de destruction pendant la Grande Guerre.